

Et les pauvres dans tout ça?

telos-eu.com/fr/societe/et-les-pauvres-dans-tout-ca.html

13 décembre 2018

Olivier Galland

13 décembre 2018 

De nombreux commentateurs l'ont souligné, le mouvement des gilets jaunes a mobilisé les « classes moyennes » si l'on donne à cette notion une acception assez large qui englobe les personnes aux revenus modestes ou moyens (voir notre précédent article dans Telos). Les premières analyses des profils sociaux des personnes interpellées après les émeutes parisiennes du 1er décembre montrent qu'il s'agit plutôt de personnes insérées, souvent en CDI, parfois propriétaires d'un petit pavillon, certainement pas majoritairement de personnes marginalisées et touchées par une extrême précarité.



Il est évidemment très difficile aujourd'hui d'avoir une vue objective et fondée sur des données fiables et exhaustives de la composition sociale du mouvement des gilets jaunes. Mais on a le sentiment que les personnes comptées comme pauvres par la statistique publique^[1] n'en constituent pas le cœur, même si bien sûr certaines d'entre elles en font partie et témoignent d'ailleurs dans les médias. De façon significative aucun blocage n'était signalé en Seine-Saint-Denis – le département le plus pauvre de France métropolitaine – sur la carte les répertoriant le 17 novembre. Il en va de même dans le recensement plus récent du 3 décembre.

Vraisemblablement, les personnes vivant sous le seuil de pauvreté ne sont pas les plus impliquées dans le mouvement. On se rappelle de la remarque de Marx sur les paysans comme « un sac de pommes de terre » (une remarque qui serait taxée de « mépris social » aujourd'hui !), ou sur le « lumpenprolétariat » qui peut « se vendre à la réaction », les uns et les autres incapables de s'unir pour une lutte commune, trop dispersés, trop isolés, à l'inverse des ouvriers rassemblés par la grande industrie en une masse qui prend conscience de ses intérêts communs.

Les pauvres aujourd'hui ne sont pas des paysans (bien qu'il y ait des paysans pauvres bien sûr), mais pour une large part des chômeurs. Le dernier rapport du groupe d'experts sur le SMIC rappelait que « les deux principaux facteurs de pauvreté sont une durée travaillée trop faible et la taille du foyer et non le niveau de salaire horaire ». De fait, les chômeurs sont les plus touchés par la pauvreté : leur taux de pauvreté est de 38% contre 14,5% pour l'ensemble des Français^[2]. Eux aussi, comme les paysans de Marx, sont isolés et parfois désocialisés. Le chômage de longue durée est associé également à un faible niveau d'étude et à un faible niveau de participation sociale qu'il s'agisse de la participation associative, du vote, de l'intérêt pour la politique. Les pauvres et les chômeurs sont donc peu armés pour participer activement à un mouvement social.

Pauvres et classes moyennes ont-ils des intérêts convergents?

Pour autant, bien sûr, le sentiment de pauvreté ne s'arrête pas au seuil de pauvreté (qui est très bas, rappelons-le, un peu plus de 1000 euros par mois pour une personne au seuil de 60% du niveau de vie médian), et de nombreuses personnes non comptées comme pauvres ont de bonnes raisons de se sentir pauvres. En eux-mêmes les seuils statistiques sont un artifice comptable et n'ont pas de véritable sens sociologique. Mais, au-delà, la question centrale est la suivante : les intérêts des plus pauvres des Français convergent-ils avec ceux des Gilets jaunes qui représentent plutôt une France des classes moyennes telle que nous l'avons définie au début ? On peut en douter pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, ce mouvement a pris une forte teinte antifiscale. On le comprend d'ailleurs dans un pays où le montant des prélèvements obligatoires est le plus élevé de tous les pays européens. Baisser la pression socio-fiscale est donc certainement nécessaire. Mais attention. N'oublions pas que cet argent public permet de financer des prestations sociales qui, en France plus qu'ailleurs, constituent une part importante des ressources des personnes aux revenus modestes et plus encore des personnes sans activité professionnelle. 35% du revenu disponible des ménages dont la personne de référence est sans activité professionnelle provient de prestations sociales (6% pour l'ensemble des ménages)². Baisser le niveau de prélèvements obligatoires, objectif louable, conduira à faire des arbitrages inévitablement douloureux, car contrairement à ce que pensent sans doute beaucoup de gilets jaunes, il n'y a pas en France de trésor caché dans lequel on pourrait puiser. Alors bien sûr revient la question lancinante de l'ISF et l'idée simple de « faire payer les riches ». L'abandon de l'ISF a certainement alimenté le sentiment d'injustice (le « Président des riches »), mais son importance macroéconomique en termes redistributifs est totalement surévaluée quand on met en rapport le coût de son retrait (un peu plus de 3 milliards) et la masse de l'ensemble des prestations sociales (775 milliards en 2016^[3]). La question demeure donc : qui seront les gagnants et les perdants d'une refonte massive des prélèvements socio-fiscaux ?

Il est bien possible par ailleurs qu'une partie des Gilets jaunes pense que des Français pauvres ou des étrangers (qui font largement partie des pauvres) bénéficient de façon indue de ces prestations. Nous avons vu ce mouvement d'opinion dans l'enquête que nous avons consacrée aux représentations des inégalités et à la justice fiscale (*La France des inégalités. Réalités et perceptions*, Presses universitaires de Paris Sorbonne, 2016) que certains de mes collègues avaient appelé le populisme économique. Le sentiment d'injustice fiscale s'y révélait très élevé, surtout chez les Français proches de l'extrême droite, et lié à l'idée que certains bénéficient d'avantages indus et pas seulement les riches. Plusieurs observateurs ont noté la présence, dans le mouvement actuel, du thème du rejet de l'assistanat, qui n'est pas sans faire écho aux propos déjà anciens de Laurent Wauquiez sur le « cancer de l'assistanat ». En tout état de cause, nombre de gilets jaunes expriment ne pas être assez pauvres pour bénéficier d'aides sociales, ni assez aisés pour bénéficier via les fameuses niches fiscales, de diverses formes d'évitement de l'impôt. Ils se trouvent dans cet entre-deux socio-fiscal qui caractérise de fait assez bien la classe moyenne.

Aujourd'hui en France, qui politiquement défend les pauvres, ou s'en fait le porte-voix ? Ni les partenaires sociaux dont les mandants sont des *insiders*, ni les partis politiques peu concernés par des catégories largement abstentionnistes. Si la cause des pauvres est défendue depuis longtemps par des associations, ils demeurent les grands absents du débat politique qui s'engage avec ce mouvement. Tous les partis d'opposition ont pris fait et cause pour les gilets jaunes, cette France des petites classes moyennes. Certaines des revendications avancées par ces derniers et soutenues par quelques partis, si elles étaient satisfaites, porteraient pourtant un tort certain aux Français les plus pauvres et d'abord aux chômeurs et aux jeunes peu qualifiés. Beaucoup d'économistes nous rappellent (et au premier rang desquels le comité d'experts indépendants sur le Smic) qu'augmenter le salaire minimum conduirait à la croissance du chômage surtout pour les peu ou pas qualifiés (voir l'article à ce sujet de Patrick Artus dans *Le Point* du 4/12 et le papier d'Eric Chaney dans *Telos*). Le même groupe d'experts rappelle qu'augmenter la prime d'activité est une mesure plus efficace pour lutter contre la pauvreté.

Sans qu'elle soit affichée de manière aussi claire, la politique d'Emmanuel Macron vise les causes structurelles du chômage et donc de la précarité et de l'exclusion sociale qui touche la partie la plus fragile de la population : réforme du marché du travail, plan pauvreté, plan compétences, dédoublement des classes et renforcement des compétences de base, toutes ces politiques ont pour objectif de traiter à la racine ce qu'on a appelé la fracture sociale. Y parviendront-elles et sont-elles suffisantes ? Il est trop tôt pour le dire et leurs résultats ne seront de toute façon perceptibles qu'à moyen terme. Mais il est vrai que cette politique a laissé de côté la question des classes moyennes dont, on l'a dit, le pouvoir d'achat stagne depuis dix ans. Comment donner satisfaction à cette partie de la population, sans renoncer à porter remède à l'inégalité structurelle qui touche les plus pauvres ? Telle est une partie de l'équation à plusieurs inconnues que doit tenter de résoudre l'équipe au pouvoir.

[1] Selon l'INSEE, seuil de pauvreté monétaire en France s'élevait à 1026 euros par mois en 2016. Les « pauvres » en ce sens sont donc les personnes ayant un niveau de vie inférieur à ce montant.

[2] Revenus et patrimoine des ménages, INSEE 2018.

[3] Morgane Glotain, Myriam Mikou, Céline Pilorge (DREES), 2018, « Compte provisoire de la protection sociale : en 2017, le solde redevient positif », *Études et Résultats*, n°1093, Drees, novembre.

telos

L'auteur

Olivier Galland Sociologue, directeur de recherche au CNRS Écrire à
Olivier Galland



Nous rejoindre

[twitter](#) [facebook](#) [google](#) [plus](#)

S'abonner

À lire également

- Du même auteur
- Inégalités, discrimination
- Social, syndicalisme
- Ville, logement, territoires
- Société
- Vie politique française